

PREFECTURE DES CÔTES-D'ARMOR

ARRETE
portant autorisation d'une installation classée
pour la protection de l'environnement

DIRECTION
DES COLLECTIVITES LOCALES
ET DE L'ENVIRONNEMENT
CLB

Le Préfet des Côtes d'Armor
Chevalier de la Légion d'honneur

- VU le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements ;
- VU le Code de l'Environnement ;
- VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié, pris pour l'application de la loi du 17 juillet 1976 (codifiée au titre I du livre V du Code de l'Environnement) ;
- VU le décret n° 53-578 du 20 mai 1953 modifié, portant nomenclature des installations classées ;
- VU l'arrêté ministériel du 29 février 1992, modifié le 1^{er} juillet 1999, fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les élevages avicoles soumis à autorisation sous la rubrique n° 2111 de la nomenclature ;
- VU le décret n° 2001-34 du 10 janvier 2001, relatif aux programmes d'action à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;
- VU l'arrêté ministériel du 6 mars 2001, relatif aux programmes d'action à mettre en œuvre dans les zones vulnérables afin de réduire la pollution des eaux par les nitrates d'origine agricole ;
- VU l'arrêté préfectoral en date du 20 juillet 2001, établissant le second programme d'action à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;
- VU l'arrêté préfectoral du 8 août 1980 autorisant, au titre de l'installation classée « MEROT Jean Paul », sise « Treguestin » en CORLAY, l'exploitation d'un élevage avicole de 58000 animaux équivalents, (soit 58000 poulettes démarrées), à « Treguestin » en CORLAY (Section ZL N°66-67) ;
- VU la demande présentée le 10 février 2000 au titre de l'installation classée « **MEROT Jean Paul** », sise « Treguestin » en CORLAY, en vue de procéder à la régularisation administrative d'un élevage avicole partiellement autorisé, avec mise aux normes de la gestion des déjections, pour un cheptel global de 72000 animaux-équivalents soit 72000 poulettes démarrées, sur le site de « Treguestin » en CORLAY ;
- VU les plans et documents annexés à cette demande ;
- VU les résultats de l'enquête publique et notamment les conclusions du Commissaire-enquêteur ;
- VU les délibérations des Conseils municipaux de CORLAY, HAUT CORLAY, PLUSSULIEN, SAINT MARTIN DES PRES, émises respectivement les 29 mars 2001, 12 avril 2001, 18 avril 2001, 12 avril 2001 ;
- VU les avis recueillis lors de l'instruction du dossier ;
- VU le rapport favorable de M. l'Inspecteur des Installations Classées en date du 17 juin 2002 ;

VU l'avis émis par le Conseil Départemental d'Hygiène en sa séance du 26 juillet 2002;

CONSIDERANT qu'aux termes de l'article L.512-2 du Code de l'environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;

CONSIDERANT que le fonctionnement de l'élevage ne paraît pas susceptible d'avoir un impact négatif sur l'environnement et qu'en particulier les apports « azotés » ne sont pas supérieurs aux besoins des plantes ;

CONSIDERANT que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article 511-1 du Code de l'environnement;

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture des Côtes d'Armor,

- A R R E T E -

ARTICLE 1ER -

1.1 - Le pétitionnaire est autorisé, au titre de l'installation classée « MEROT Jean Paul », sise « Treguestin » en CORLAY », à exploiter à CORLAY au lieu-dit « Treguestin » (section ZL N°66-67), conformément aux plans annexés à la demande, un élevage de 72000 animaux équivalents (soit 72000 poulettes démarrées en présence simultanée),

installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation sous la rubrique 2111 de la nomenclature, sous réserve du respect de la réglementation en vigueur et des prescriptions définies ci-après.

1.2 - Il est donné acte au pétitionnaire de sa déclaration, par laquelle il fait connaître qu'il va exploiter à cette adresse une fabrique d'engrais et de supports de culture à partir de matière organique dont la capacité moyenne de production est de 260 tonnes par an. (fumier - engrais organique Norme NFU 42001)

Pour l'exploitation de cette fabrique d'engrais et supports de culture, installation classée pour la protection de l'environnement soumise à déclaration sous la rubrique n° 2170-2 de la nomenclature, le pétitionnaire 1 devra respecter les prescriptions générales de l'arrêté préfectoral du 4 décembre 2000 ainsi que les prescriptions particulières définies ci-après.

ARTICLE 2 -

2-1 l'accès à tout cours d'eau des oiseaux aquatiques de basse cour est interdit sous réserve de l'application de l'article 18 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1997 modifié ;

2-2 Prescriptions générales de sécurité :

2-2-1 les matériaux employés pour la construction du bâtiment devront être de catégorie M3 au minimum (c'est-à-dire moyennement inflammables).

2-2-2 l'installation électrique devra être conforme aux normes en vigueur ainsi que les installations de chauffage et de stockage de combustibles, s'il en existe.

2-2-3 l'établissement sera doté de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques à défendre (extincteurs pour feu d'origine électrique) ; de plus, un tuyau d'arrosage, branché sur une conduite d'eau sous pression, sera installé à proximité d'une issue.

2-2-4 les silos, greniers et autres locaux affectés dans les exploitations agricoles, de façon permanente ou non, au stockage des produits agricoles, ou nécessaires à l'agriculture, devront répondre aux dispositions de l'arrêté préfectoral du 19 janvier 1977.

2-2-5 installer à 200 mètres au plus de l'établissement, en un emplacement facilement accessible aux engins de lutte contre l'incendie, un poteau d'incendie de 100 m/m conforme à la norme NFS 61213 capable de fournir en permanence un débit de 1 000 litres/minute sous une pression dynamique de 1 bar minimum, ou une réserve d'eau d'une capacité comprise entre 90 et 120 m3 conformément à la circulaire ministérielle n°465 du 10 décembre 1951.

2-3 Prescriptions particulières concernant l'élevage avicole :

2.3.1 – La surface des poulaillers ne devra pas dépasser 4750 m²

2.3.2 – Toutes les eaux usées (sas, etc.) y compris celles du lavage éventuel du poulailler entre deux bandes et celles du lavage de l'équipement intérieur du poulailler seront collectés et traités. Tout écoulement dans le milieu naturel est interdit.

2.3.4 – Un écran de verdure suffisamment dense pour isoler le bâtiment des habitations voisines sera mis en place aux abords de l'élevage. Les plantations interviendront dans un délai de 12 mois à compter de la date de l'arrêté préfectoral.

2-4 Prescriptions particulières concernant la fabrique d'engrais et de support de culture :

2.4.1 – La fabrication des produits (fumier) sera réalisée par mélange et maturation des fientes dans un hangar aménagé d'une surface de 450 m² permettant un stockage de 6 mois et offrant un accès aux engins et véhicules nécessaires à l'enlèvement.

2.4.2 – *Conformité des produits :*

Conformément au dossier déposé, les engrais (organiques) fabriqués devront répondre aux exigences des normes en vigueur (fumier - engrais organique Norme NFU 42001). Pour les éventuels produits non conformes, le pétitionnaire devra obtenir l'accord de l'inspecteur des installations classées quant au mode d'élimination qu'il compte mettre en œuvre (destruction, incinération, épandage, etc.)

2.4.3 – *Destination des produits :*

Les produits obtenus ne pourront en aucun cas être épandus dans des cantons où la charge moyenne en azote organique est supérieure à 140 kg d'azote par hectare. Cette exclusion concerne notamment les cantons en excédent structurel (*exceptées les parcelles du plan d'épandage présenté dans le dossier*).

2.4.4 – *Traçabilité des produits :*

Le pétitionnaire tiendra à jour un registre de la destination des engrais et produits (fientes déshydratées) comportant au minimum pour chaque enlèvement les informations suivantes :

- Date d'enlèvement du site,
- Nom, adresse et coordonnées du destinataire final,
- Nature,
- Nom du transporteur,
- Quantité en tonnes et en m³.

A la fin de chaque année civile, le pétitionnaire transmettra au service des installations classées un bilan annuel comportant :

- les informations définies ci-dessus
- les originaux des bons d'enlèvement,
- un état des stocks au 31 décembre.

Compte tenu de l'existence d'un contrat de commercialisation des produits par un tiers (SUNFEED SAINT NAZAIRE), certaines informations demandées ci-dessus (*destinataire final notamment*) pourront être transmises directement par ledit tiers à l'inspecteur des installations classées. De plus, si le contrat de commercialisation n'est pas respecté ou renouvelé par les contractants ou est rompu, le pétitionnaire devra soit fournir un autre contrat qui présente les mêmes garanties, soit présenter un autre mode de gestion des déjections conforme à la réglementation, soit cesser l'exploitation partielle de l'élevage (49500 poulettes).

ARTICLE 3 -

La présente autorisation, accordée sous réserve du droit des tiers, n'équivaut pas à un permis de construire. Elle cessera d'être valable si l'établissement n'a pas été mis en service dans le délai de trois ans ou reste inexploité pendant plus de deux années consécutives.

ARTICLE 4 -

Toute transformation dans l'état des lieux et toute modification ou extension apportée à l'établissement, de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier d'autorisation, devra faire l'objet d'une nouvelle demande d'autorisation. Tout changement d'exploitant fera l'objet d'une déclaration adressée par le successeur au Préfet du département des Côtes d'Armor dans le mois qui suivra la prise de possession, par lettre accompagnée de justificatifs.

ARTICLE 5 -

Le pétitionnaire est tenu de déclarer, sans délai, à l'Inspection des Installations Classées, les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de l'installation susvisée qui seraient de nature à porter atteinte à son environnement. Il devra, en outre, se conformer aux prescriptions législatives et réglementaires édictées notamment par le Livre II du Code du Travail dans l'intérêt de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs.

ARTICLE 6 -

Une copie du présent arrêté énumérant les conditions auxquelles l'autorisation est accordée sera affichée à la porte de la mairie de CORLAY pendant une durée minimum d'un mois. Un même extrait sera affiché en permanence, de façon visible, dans l'installation, par les soins du pétitionnaire. Un avis sera inséré par les soins du Préfet et aux frais du pétitionnaire dans deux journaux d'annonces légales du département.

ARTICLE 7 -

Le présent arrêté abroge et remplace la décision préfectorale du 08 août 1980 susvisée.

ARTICLE 8 -

"Délai et voie de recours" (article L.514-6 du Code de l'environnement) : la présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée".

ARTICLE 9 -

Le Secrétaire Général de la Préfecture des Côtes d'Armor,

Le Maire de CORLAY,

L'Inspecteur des Installations Classées,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont copie sera adressée, d'une part, au pétitionnaire pour être conservée en permanence et présentée à toute réquisition des autorités administratives ou de police, ainsi que, d'autre part, aux maires de CORLAY, HAUT CORLAY, PLUSSULIEN, SAINT MARTIN DES PRES, CANIHUEL, SAINT MAYEUX pour information.

SAINT-BRIEUC, le 17 SEP. 2002



LE PREFET,


Mme Françoise LAURENT